

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES
PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES
ALPES DU SUD VAUCLUSE
P.E.P ADSV**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Les PEP ALPES DU SUD VAUCLUSE
Domaine des Marronniers
Bâtiment Les Hirondelles 3
05000 GAP

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES ALPES DU SUD VAUCLUSE
Les PEP ADSV**

Domaine des Marronniers
Bâtiment Les Hirondelles 3
05000 GAP

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public des Alpes du Sud Vaucluse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

✓ Règles et méthodes comptables

Le chapitre 1 de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 22 avril 2024

Florence DJINGUEUZIAN
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS
ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADS

En Euro
(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	3 827,20	1 556,37	2 270,83	2 423,92
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	159 003,56	139 879,37	19 124,19	22 391,41
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	506 452,81	140 573,51	365 879,30	378 584,55
Constructions	13 461 182,89	5 833 511,77	7 627 671,12	7 990 925,35
Installations techniques, matériels et outillage	1 745 631,53	1 498 623,47	247 008,06	243 865,25
Autres immobilisations corporelles	1 709 183,91	1 345 588,02	363 595,89	342 294,65
Immobilisations corporelles en cours	72 894,57		72 894,57	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	102 500,00		102 500,00	102 500,00
Autres titres immobilisés	564 522,91		564 522,91	563 417,91
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 630,63		10 630,63	11 225,48
ACTIF IMMOBILISE - Total I	18 335 830,01	8 959 732,51	9 376 097,50	9 657 628,52
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	43 723,40		43 723,40	6 242,94
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	726 997,28	74 634,82	652 362,46	137 001,79
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	103 462,54		103 462,54	49 886,87
Valeurs mobilières de placement	5 208 500,00		5 208 500,00	2 208 500,00
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	3 201 789,37		3 201 789,37	6 462 245,92
Charges constatées d'avance	14 292,55		14 292,55	5 103,38
ACTIF CIRCULANT - Total II	9 298 765,14	74 634,82	9 224 130,32	8 868 980,90
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	27 634 595,15	9 034 367,33	18 600 227,82	18 526 609,42

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS
ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADS

En Euro
(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 601 014,50	2 601 014,50
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	5 003 643,91	4 414 151,16
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 902 867,40	3 440 902,11
Autres réserves		
Report à nouveau	(65 399,02)	(49 827,85)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	599 167,58	599 167,58
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	226 707,80	160 966,20
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>		
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(229 413,33)	(229 413,33)
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	348 228,64	573 921,58
Situation nette (sous total)	7 887 488,03	7 539 259,39
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 412 794,18	1 477 795,18
Provisions réglementées	39 743,12	39 743,12
Droits des propriétaires - (Commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	9 340 025,33	9 056 797,69
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	920 691,91	984 055,21
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	920 691,91	984 055,21
PROVISIONS		
Provisions pour risques	10 636,00	52 830,31
Provisions pour charges	951 488,00	822 788,00
PROVISIONS - Total III	962 124,00	875 618,31
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	3 291 518,27	3 695 963,87
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commande	2 511 352,80	2 568 485,90

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADS

En Euro
(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	333 701,53	253 052,49
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 061 616,45	975 709,59
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 622,08	24 813,20
Autres dettes	57 640,47	83 757,16
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	96 934,98	8 356,00
DETTES - Total IV	7 377 386,58	7 610 138,21
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	18 600 227,82	18 526 609,42
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADS

(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 704,00	2 102,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 745,00	4 519,66
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	1 201 118,33	1 042 016,98
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	10 163 609,05	9 236 953,34
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	9 661 812,36	8 858 237,43
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	29 604,00	40 019,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	118 839,72	267 369,15
Utilisations des fonds dédiés	284 352,31	320 058,93
Autres produits	49 279,89	58 207,06
Total I	11 852 252,30	10 971 246,12
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnement		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 587 449,45	2 108 901,40
Aides financières	836,60	517,00
Impôts, taxes et versements assimilés	645 580,41	581 008,38
Salaires et traitements	5 365 622,35	4 924 531,40
Charges Sociales	1 991 304,83	1 806 489,92
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	899 897,49	670 038,12
Reports en fonds dédiés	215 289,01	244 144,06
Autres charges	49 346,30	40 855,26
Total II	11 755 326,44	10 376 485,54
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	96 925,86	594 760,58
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	203 481,99	8 181,57
Autres intérêts et produits assimilés	157 339,95	10 326,90
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro
(Provisoire)

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADS

Options : Avec écritures validées et NON validées

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
Total III	360 821,94	18 508,47
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	102 270,55	107 804,56
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total IV	102 270,55	107 804,56
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	258 551,39	(89 296,09)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	355 477,25	505 464,49
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 005,00	2 874,43
Sur opérations en capital	72 347,38	77 546,36
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	75 352,38	80 420,79
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	5 417,83	6 746,18
Sur opérations en capital	336,16	1 815,52
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	5 753,99	8 561,70
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	69 598,39	71 859,09
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	76 847,00	3 402,00
Total des produits (I+III+V)	12 288 426,62	11 070 175,38
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	11 940 197,98	10 496 253,80
EXCEDENT OU DEFICIT	348 228,64	573 921,58
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan s'élève à : 18 600 227,82 €

Le résultat de l'exercice est excédentaire de : 348 228,64 €

L'Association Les PEP Alpes Du Sud

Objet social de l'entité (extrait des statuts)

Article 1.2 : objet de l'association

Elle a pour objet dans le cadre du projet fédéral :

- de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;
- de contribuer à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;
- d'apporter un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de handicap ou de perte d'autonomie, ou ayant besoin d'une protection ;
- de permettre à toute personne d'accéder à ses droits : à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;
- de participer au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisirs, sportif, etc. ;

Pour cela, l'association représente le mouvement PEP auprès de toute institution ou organisme public dans les départements qui la composent et mène les actions qu'elle estime nécessaires en termes de plaidoyer ou d'interpellation en lien étroit avec l'ARPEP Sud et la tête de réseau de la FGPEP.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre (extrait des statuts)

Article 2 : BUTS ET MOYENS D'ACTION

L'association se propose sur la base d'un projet construit en commun avec l'ensemble des membres qui la composent :

- a) de promouvoir la laïcité et la solidarité ;
- b) d'étudier les modalités d'action et de regrouper tous les renseignements relatifs à l'assistance matérielle et à la protection morale des enfants, des adolescents, des adultes et de leurs familles ; de porter ces études et ces renseignements à la connaissance du mouvement PEP ;

- c) de coordonner son action avec celle d'autres associations et groupements poursuivant les mêmes valeurs notamment dans le cadre de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire ;
- d) de représenter le mouvement PEP au niveau des départements qui la composent et vis-à-vis des pouvoirs publics.
Ses moyens d'action sont notamment :
 - e) la création et la gestion d'établissements et de services à caractère sanitaire, médico-social, social, éducatif, culturel, sportif sans que cette liste soit exhaustive dans le respect du principe de subsidiarité entre les associations PEP agréées par la FGPEP ;
 - f) la création et le développement de dispositifs propres ou accompagnant les politiques publiques nationales ou locales comme : la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre l'illettrisme, les mesures en faveur d'emploi et de l'insertion des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et les discriminations, etc. ;
 - g) l'utilisation de tout moyen de communication : documents, publications, site internet, réseaux sociaux, etc. ;
 - h) l'organisation de sessions d'études et de sessions de formation en lien notamment avec l'organisme de formation de la Fédération ;
 - i) l'organisation de campagnes de solidarité et de dons dans le respect des obligations réglementaires de la FGPEP reconnue d'utilité publique.

Les Contributions volontaires en nature : bénévolat des administrateurs

L'association ne comptabilise pas ce poste car ce n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité et leur recensement et valorisation n'est pas possible à ce jour.

LES FAITS SIGNIFICATIFS

Association PEP ADS

Décision d'une fusion absorption avec les PEP 84 (CMPP, SSEFS), validée en Conseil d'Administration le 26 avril 2023 et en Assemblée Générale Extraordinaire le 13 juillet 2023. Changement consécutif de nom et de statuts validés en AG extraordinaire le 22 novembre 2023 avec effet au 1^{er} janvier 2024.

Siège SMS

Reprise en interne à partir du 1er janvier 2023 de la gestion comptable et RH du Centre LE COSSE après une externalisation auprès de la Fédération des PEP non concluante en 2022.

Dématérialisation des factures sur **YOOZ** deux dossiers comptables test, le Siège SMS et Le Cosse, avant une généralisation à l'ensemble des dossiers comptables de l'association à partir du 1^{er} janvier 2024.

Remboursement anticipé de l'emprunt souscrit auprès de la CDC pour le financement du pôle enfance aux Marronniers à Gap partie Siège, capital restant dû remboursé en mars 2023.

Service PEVLC et Le Cosse

Logiciels métiers fédéraux **VERN**

Pour les Classes, Groupes CD5 en 2023 > Dolly en 2024,
Pour les Colo séjours vacances (Némo)

Intégration des écritures en comptabilité sur les deux dossiers du secteur non conventionné (service DEL au siège et centre le Cosse).

Prorogation de la convention de commercialisation dans le réseau PEP, de séjours classe avec le centre BNPA de la Baie St Michel à Chorges.

Centre Le Cosse

Recrutement d'une secrétaire-gestionnaire à 0,7 ETP sur le Centre en appui à la Direction, poste en CDD avec passage en CDI possible sur 2024.

Maison des Adolescents

La coordination est installée au rez-de-chaussée des locaux aux Marronniers après six mois en 2022, en année pleine sur 2023, mais les locaux se révèle insuffisants en taille pour ce service en développement constant.

Financement :

FIR ARS en augmentation DE 74 691€.

Fonds Européens FSE+ reçu en 2023 à hauteur de 17 300 €,

Région Paca à hauteur de 12 000 €

Le Département Hautes Alpes à hauteur de 15 000 €

Siège Social (Association)

Réorientation des placements en cours d'année,

Rachat total des trois contrats de capitalisation souscrit auprès de la Banque transatlantique (1000 K€) du Crédit Agricole (600 K€) et de la Caisse d'Epargne (500 K€) avec une plus-value,

Souscription de CAT-DAT auprès de nos partenaires financiers (crédit mutuel et Caisse d'épargne) suite à la hausse des taux de financement sur cette catégorie de placement de trésorerie à court-moyen terme.

Définition d'une règle de redistribution des produits financiers entre le siège social, le siège SMS (trésorerie des établissements SMS, cf. CPOM), le COSSE et la MDA au prorata des trésoreries disponibles au dernier bilan financier arrêté.

Secteur Médicosocial

Prorogation d'un an du CPOM accordé par l'Autorité Régionale de Santé

Notification de l'ARS PACA du transfert d'autorisation pour les établissements du Vaucluse fin décembre 2023

Tarification en hausse de + **0,436 %** et homogène pour tous les établissements médico-sociaux compris dans le CPOM PEP ADS.

Mais accord de mesures nouvelles au titre de l'attractivité des métiers, du Ségur, de la revalorisation du point d'indice et de l'inflation.

Extension du SESSAD DI du Centre J Cluzel

Ouverture de l'UEEA à l'IME Cluzel,

Rebasage de l'IME et du CMPP,

Financement de la CPO 0-6 ans au CAMSP.

Obtention de CNR notamment pour des situations complexes à l'IME.

Centre CLUZEL

Création de 5 places TSA par extension de faible capacité du SESSAD DI au 01 novembre avec un financement 2023 au prorata.

Ouverture le 18 septembre de l'Unité d'Enseignement Élémentaire Autisme dans les locaux de l'école élémentaire de Fontreyne à Gap, même école d'implantation que l'UEMA.

Rebasage de l'IME pour 100k€ notifié en décembre mais versé en totalité sur la dotation de février 2024.

CMPP

Rebasage de 100 K€ du CMPP notifié en décembre 2023, mais versé en totalité avec la dotation de février 2024.

CAMSP

Plateforme de Coordination et d'Orientation PCO 0-6 ans financement en augmentation.

MAS des écrins

Forte hausse du poste d'interim suite à des difficultés de recrutement récurrentes.

Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier d'Embrun signé mais avec des tarifs en augmentation et notamment les frais de gestion (6% à 15%).

Élément commun à tous les secteurs sur le plan RH

Une prime PPV défiscalisée a été versée à tous les salariés de l'association. Cette prime a été financée, sur les budgets des établissements et services.

Cette prime mise en place par un accord d'entreprise a été fixée à 1200 € pour tous les salariés présents sur 1 année complète et à temps plein, pour un cout associatif de 162 241 €.

Provisionnement IFC. En 2022, le renversement de conjoncture économique avec la très forte remontée des taux d'intérêts avait complètement bouleversé nos prévisions de provisionnement d'IDR, en 2023, nous sommes revenus à un fonctionnement normal et avons donc repris nos provisionnements habituels.

Le montant du taux d'actualisation est passé de 3,77 % en 2022 à 3,17 %.

Obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Comme l'an dernier, nous avons satisfait à notre obligation d'emploi des travailleurs en situation de handicap et donc nous n'avons pas eu de pénalité à verser.

Pour le siège et le secteur SMS

Convention collective appliquée

- CCNT des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.
- Syndicat employeur NEXEM.
- Valeur de point retenue à l'ERRD : 3,93 €.
- Indemnité de sujétion spéciale ERRD : 9,21 %

Pour le centre du Cosse

Convention collective appliquée

- CCNT ECLAT
- Syndicat employeur HEXOPEE
- Valeur 1 du point 6,85 € au 01 janvier
- Valeur 2 du point : 6,50 €

Elément commun à tous les secteurs sur le plan financier

Sur le plan financier, le retour de l'inflation a été l'élément marquant de cette année 2023. Néanmoins les conséquences en ont été partiellement atténuées. Si nous avons été impactés principalement par le coût des carburants et des denrées alimentaires, les contrats d'électricité que nous avons en cours nous ont protégés jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, la remontée des taux concomitantes avec ce contexte inflationniste nous a permis de réaliser d'importants produits financiers que nous n'avions pas envisagés lors de l'établissement des budgets prévisionnels.

SECTEUR MEDICO SOCIAL

Le résultat excédentaire global de 333 938 € est en diminution de 193 768 € par rapport à 2022.

Cette année, contrairement aux années précédentes le taux d'actualisation est le même pour tous les établissements ; Il se monte à 2,41 %.

A ce taux directeur unique, s'ajoute selon les établissements, des CNR et des mesures nouvelles.

Mesures nouvelles pérennes :

- Mesures RH financées par des mesures nouvelles, le Ségur (attractivité et extension) comme l'an passé.
- Création de 5 places SESSAD TSA pour le SESSAD DI pour 140 500 € en année pleine proratisé à compter du 01 novembre en 2023.
- Renforcement CMPP pour 100 000 € versé en intégralité au titre de l'année 2023.
- Rebasage de l'IME avec transformation de 6 places en places TSA avec un complément pérenne de financement de 100 000 € versé en intégralité au titre de l'année 2023.

- Financement de l'UEEA ouverte en septembre 2023 pour 140 000 € en année pleine proratisé en 2023 à 46 667 €.
- Renforcement de la PCO du CAMSP pour 41 928 € en année pleine.

Les CNR

Cette année, nous avons eu peu de CNR et contrairement aux années précédentes, ce sont des Crédits que nous avons sollicités.

CMPP : 12 078,51 au titre de la QVT.

CAMSP : 3 780 € au titre de l'attractivité des métiers.

CLUZEL IME : 12 000€ pour l'aide au démarrage de L'UEEA, 3 645 € pour les gratifications stagiaires et 93 923,50 € pour les situations complexes, 12 000 € pour l'attractivité des métiers et 1 000 € pour la prévention.

MAS : 2 670 € au titre de la QVT.

SECTEUR PEVLC (ex. DEL)

Le centre du Cosse, reste toujours en positif, mais avec un résultat en baisse à 36 904,80 € plus conforme à la réalité de fonctionnement (moins de postes vacants et organigramme des permanents enrichi).

Le service PEVLC en phase de montée en charge a vu son activité classe augmenter, néanmoins, le résultat serait resté déficitaire au niveau de 2022 si par une décision de CA le montant 2023 de la CPO Education Nationale ne lui avait pas été reversé.

Le financement de la MDA a considérablement évolué cette année.

Au titre de l'ARS nous avons bénéficié de 2 rebasages ; le 1^{er} au titre du rééquilibrage des finances et le second au titre du renforcement de l'activité socle.

1^{er} financement de la mission socle par le Conseil Départemental

Début du financement FSE de 2 projets (Refus scolaire Anxieux et Violence Intrafamiliale)

SIEGE SOCIAL

Les produits financiers, principale ressource de ce service, restent toujours aussi faibles non par les taux de rémunération mais par le faible montant de trésorerie dont dispose le siège social.

Avec les surcoûts exceptionnels de 2023 liés aux frais de fusion, ce service ressort avec un déficit en hausse cette année de - 14 169 € à -29 828,24 €.

SECTEUR MEDICO-SOCIAL

Contexte général 2023

La crise sanitaire et ses conséquences s'estompent largement., de fait, si le niveau d'activité revient à la normal, il en va de même pour l'absentéisme qui revient à la normale.

Par contre la crise économique, l'inflation générale, l'inflation des matières premières et plus particulièrement des énergies a impacté nos résultats. Même si comme avec la crise sanitaire, la dotation de tous les établissements a bénéficié d'un rebasage inflation et revalorisation du point d'indice afin de prendre en compte ce contexte inflationniste.

Taux d'actualisation

En 2023, contrairement aux années précédentes, le taux d'actualisation ordinaire a été de 0,435 % auquel s'est rajouté le rebasage inflation et dégel du point d'indice à 1,98 % ; ce qui porte à 2,41 % le taux de revalorisation de tous les établissements.

A noter que le taux d'actualisation du SESSAD DIDV indiqué à 0,96 % ne porte que sur le financement du SESSAD DI/DV excluant l'UEMA. Le financement de l'UEMA à 280 000 € n'a pas bougé depuis 2016.

Le siège SMS

- **Contexte**

Si de par son fonctionnement, le siège a peu été impacté par l'inflation, la remontée des taux ainsi que la liquidation d'un placement nous ont permis de réaliser d'importants produits financiers. Comme le stipule l'article 3.5 du CPOM, les produits financiers peuvent être affectés au siège SMS en compléments des frais de siège des établissements.

Par contre la prime PPV et les compensations salariales pour les oubliés du Ségur n'ayant pas été prévues au moment de l'EPRD affectent le résultat du siège dont les produits sont toujours calculés sur les charges brutes des établissements de l'année précédente.

- **Conséquences financières**

Cette année, le siège SMS présente un résultat excédentaire exceptionnel de 157 379,69 € qui va nous permettre d'apurer les reports à nouveaux négatifs que nous avons. De même en affectant une partie de cet excédent à l'investissement, nous allons pouvoir rééquilibrer le FRI.

De fait, certaines charges exceptionnelles liées au déploiement du logiciel de numérisation des factures ont aussi pu être absorbées.

Le centre Jean CLUZEL (IME – ITEP – SESSAD DI/DV – SESSAD TCC)

- **Contexte**

La formalisation en 2022 du dispositif ITEP avec la fusion de l'ITEP et du SESSAD TCC, a effectivement permis d'avoir plus de lisibilité tant sur le fonctionnement, que sur le plan administratif et comptable. Par contre pour l'IME et le SESSAD on reste encore en 2023 sur un fonctionnement à 2 établissements.

Comme les années précédentes, pour l'IME et le DITEP, Les modalités habituelles d'admissions sont toujours « bousculées » par la mise en œuvre de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT). Les conséquences en sont des admissions de cas complexes nécessitant des modalités d'accompagnement renforcé donc plus onéreuses compensées par un surcroît de CNR, ce qui modifie constamment les projections budgétaires et mobilise des personnels sur des durées importantes diminuant ainsi notre capacité de remplacement habituelle.

- **Ressources humaines**

Les absences de salariés non remplacées, faute de candidats, bien que toujours importantes sont en forte baisse par rapport à l'année 2022 et affectent principalement des postes de thérapeutes.

- **Immobilier**

La stabilité de nos tarifs d'électricité nous a permis de contenir les coûts de chauffage et ce malgré la hausse du prix du fuel. Par contre d'importants travaux d'étanchéité concernant le toit du bâtiment principal continuent d'impacter les investissements.

- **Conséquences financières**

L'IME réalise un excédent de 73 476,51 € excédent mais qui reste artificiel, conséquence principalement des ressources en forte hausse avec le rebasage de 100 000 € non dépensé et ce malgré les surcoûts engendrés par la prime PPV et la compensation des oubliés du SEGUR.

Le DITEP ressort avec un déficit de 10 836,77 €. Déficit principalement dû au versement des primes PPV et oubliés du SEGUR partiellement compensé par les absences non remplacées des thérapeutes.

Le SESSAD DI-DV et UEMA reste lui avec un excédent plus modeste de 17 716,94 €. De par les clés de répartition les mêmes causes produisent des effets inverses. Le surcoût de la prime PPV est plus que compensé par les absences non remplacées des thérapeutes.

Soit un excédent cumulé pour le centre J CLUZEL de 80 356,68 € bien plus modeste que l'an passé.

Le CMPP et le CAMSP

- **Contexte**

2023 marque un retour à un fonctionnement normal pour le CMPP. Le contexte inflationniste n'ayant que peu d'incidence sur les charges de cet établissement.

- **Ressources humaines**

Pour le CMPP et le CAMSP, la problématique des personnels ne se porte pas sur le même plan. Plus que l'absence de remplaçants, c'est surtout l'impossibilité de remplacer des thérapeutes absents. Même si les congés spéciaux (congé parental d'éducation) sont en baisse entre 2022 et 2023.

Au final, comme pour le SESSAD, les économies générées par le non remplacement des absences fait plus que compenser les surcoûts engendrés par les primes PPV et « oubliés du SEGUR ».

- **Conséquences financières**

Le CMPP ressort avec un excédent de 127 899,04 € principalement dû à son rebasage de 100 000 € non dépensé.

Le CAMSP ressort avec un excédent plus structurel, de 98 173,84€.

La MAS des Ecrins

Contrairement aux autres établissements, il est à noter que la MAS est structurellement déficitaire. C'est le seul établissement de l'association techniquement impossible à équilibrer. Le budget initial prévoyait donc un déficit de 66 982, 52 €, hors évènements spécifiques et primes divers.

- **Contexte**

Avec la fin de la crise sanitaire on constate un retour à une certaine normalité de fonctionnement. Si ce n'est la problématique RH récurrente due au manque d'attractivité de nos métiers.

- **Ressources humaines**

Une grande partie du déficit constaté cette à la MAS vient du groupe II (frais de personnel). Si comme pour tous les établissements, la situation RH s'est améliorée, en 2023, il est encore resté des postes vacants et cette année il a fallu faire appel à l'intérim pour assurer la continuité de service. Cela a engendré un surcoût important du fait des primes de précarité, du coût de l'intérim et des indemnités initialement non budgétées qu'il a fallu verser (plus de 40 000 €).

Donc les économies précédemment constatées dues au non remplacement ont laissé la place à des surcoûts.

En plus de la prime PPV et du financement partiel des « oubliés du SEGUR » commun à tous nos établissements s'est rajouté spécifiquement à la MAS le coût de la prime d'assiduité.

Enfin comme pour beaucoup d'établissements, le retour à une certaine stabilité des taux directeurs a eu comme conséquence une forte hausse non prévue au budget du provisionnement des IDR.

- **Immobilier**

En 2023, nous avons toujours plusieurs recours auprès de l'assurance Dommages Ouvrages de la MAIF pour des brise-soleils orientables toujours défectueux.

L'aménagement des extérieurs se poursuit avec l'achat de mobilier de jardin.

SECTEUR NON CONVENTIONNE

La MDA

- **Contexte**

En 2023, l'équipe en CDI est restée stable. Seule une embauche en contrat à objet défini a été réalisée en septembre pour 18 mois sur 2 projets FSE (Refus scolaire anxieux et violences intra familiales) s'est stabilisée avec le recrutement de la psychologue en charge des écoutes sur l'antenne de GAP.

Par contre, les problématiques de financement ont positivement évolué avec les 2 rebasages le financement de la commission des cas complexes et le premier financement de la mission socle par le Conseil Départemental. En sachant que l'activité est restée toujours soutenue.

- **Conséquences financières**

Grâce à ces avancées budgétaires, le service est revenu à l'équilibre, ce qui n'était pas arrivé depuis 2015.

Le SECTEUR PEVLC

Après la tentative de transfert de la comptabilité du Cosse à la FGPEP en 2022, il a été décidé de reprendre cette tâche en 2023. Cela a nécessité l'embauche d'un personnel administratif au Cosse sur un profil de gestionnaire RH. Dans cette configuration le Cosse est resté excédentaire et le service DEL est toujours resté en déficit, mais à un niveau acceptable. Cette configuration devrait se pérenniser pour quelques années.

Le service PEVLC

- **Contexte**

La restructuration de ce service a permis depuis 2022 une stabilisation des pertes. Néanmoins l'activité de revente de séjour classes et vacances ne progresse que lentement et le contexte de financement des séjours vacances se complexifiant de plus en plus, il reste difficile de maintenir et de faire progresser ce service constitué d'une seule personne. Si l'on neutralise l'apport de la CPO éducation Nationale versée intégralement sur ce service, le déficit de fonctionnement reste stable à environ 30 000 €, ce qui reste encore trop élevé.

- **Ressources humaines**

Pas d'évolution sur le plan de la RH

- **Conséquences financières**

Malgré une activité classe en hausse le déficit reste stable. Le quasi équilibre constaté cette année vient de la décision politique associative d'affecter la totalité de la CPO à ce service. De fait, on peut afficher un équilibre négatif pour cette année.

Centre LE COSSE

- **Contexte**

Cette année, comme pour le SMS, les effets de la crise COVID ne se font plus sentir. Seuls restent les effets sociétaux indirects. Ce qui affecte toujours le recrutement et la gestion des animateurs BAFA de l'été sous statut CEE. De plus les dispositifs gouvernementaux d'aide au départ pour les séjours vacances des enfants restent très lourds, la solvabilisation du public nous permet de maintenir un très bon remplissage. Concernant les classes, le niveau d'activité est resté aussi très bon.

- **Ressources humaines**

Comme les années précédentes la gestion des salariés est restée compliquée avec les difficultés de recrutement des CEE. Par contre, le recrutement en janvier de la secrétaire gestionnaire RH couplé avec la mise en œuvre du logiciel de dématérialisation des factures clients nous a permis de réinternaliser la comptabilité du centre à effectif constant au siège. Ce qui a grandement fluidifié le fonctionnement du centre

- **Conséquences Financières**

Avec une meilleure gestion des flux de CEE, l'absentéisme non remplacé a été beaucoup fréquent et les résultats tout en restant positifs sont revenus à des niveaux plus normaux.

Le SIEGE SOCIAL

- **Contexte**

Année budgétaire difficile pour le siège social PEP ADS. Avec la fusion, il a été nécessaire de prendre en charge des frais juridiques importants en matière d'honoraires et de temps de personnel mis à disposition pour réaliser le travail juridique obligatoire.

- **Conséquences Financières**

Les surcoûts induits par la fusion ont néanmoins été atténués par les produits financiers propres bien supérieurs aux prévisions. La fusion des deux entités et la mise en commun des fonds associatifs devraient permettre un retour à l'équilibre en 2024.

1 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivant les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- De l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 17 juillet 1985 relatif au plan comptable des associations,
- De l'instruction budgétaire et comptable M22,
- De l'avis n°2007-05 du 4 mai 2007 du Conseil national de la Comptabilité relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de L'Action Sociale des Familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent les règlements n°99-01 et n° 99-03 du Comité de Réglementation Comptable,
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 juin 2014.
- Des règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2015-06 et n° 2016-07 relatifs à la réécriture du PCG.
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-07.
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, ce règlement à un périmètre plus large que le règlement C.R.C. 1999-01, il s'applique à l'ensemble des personnes morales à but non lucratif, et il s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2019-04 du 8 novembre 2019 spécifique aux ESSMS personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- De la M22 bis du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Actif immobilisé :

L'association a pris en considération lors de l'arrêté des comptes 2009 la réforme des règles comptables arrêtées par le Comité de Réglementation Comptable et qui régissent d'une part la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement 2004-06 du 23 novembre 2004), d'autre part, l'amortissement et la dépréciation des actifs (Règlement 2002-10 du 12 avril 2002).

La décomposition a été mise en place sur la base de la valeur d'origine des différents composants relatifs à la construction des établissements « Le Domaine des Marronniers ». Les pourcentages de décomposition ainsi obtenus ont servi de base au retraitement des autres constructions.

L'avis n° 2007-05 du Conseil National de la Comptabilité, repris dans l'instruction DGAS du mois d'août 2007 prévoyait une application à compter du 1^{er} janvier 2007.

Compte tenu de leur importance significative au regard de l'ensemble de l'actif immobilisé, seules les constructions ont fait l'objet d'une décomposition, sur la base de la valeur d'origine des différents composants. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

PEP ADS

DUREES D'AMORTISSEMENT

Validation par le Conseil d'Administration réuni le 12 Janvier 2022

Date d'application le 1^{er} Janvier 2021

Base retraitement par composants.

Valeur unitaire à partir de 500€, sauf pour les lots et les cas particuliers.

OUTILLAGE	électroportatif	3 ans
	à main	5 ans
	machines pro	10 ans
MAT DE BUANDERIE	petit matériel	5 ans
	machines pro	10 ans
MAT DE CUISINE	petit matériel	5 ans
	gros matériel	10 ans
	piano et autre	15 ans
MAT DE SECURITE	extincteurs	10 ans
	Aménagements	15 ans
MAT A USAGE EDUC	jeux	3 ans
	vélos, skis	5 ans
	jeux extérieurs	15 ans
MOBILIER	hébergement (marabouts)	5 ans
	éducatif	8 ans
	bureaux	10 ans
VEHICULES	pneus neige	3 ans
	VL	5 ans
	TC	8 ans
	véhicules aménagés neuf	10 ans
	véhicules aménagés d'occasion	8 ans
	véhicules d'occasion	5 ans moins l'âge à l'achat
MAT MEDICAL	petit matériel	3 ans
	gros matériel	5 ans
MAT THERAPEUT	petit matériel	5 ans
	meublier/gros matériel	10 ans
LUMINAIRES	EXTERIEURS	10 ans
	INTERIEURS (Dalle Led)	8 ans
INFORMATIQUE	matériel individuel portable (écran, PC...)	5 ans
	matériel individuel fixe (écran, PC...)	7 ans
	serveur informatique, réseau	7 ans
	site internet,	5 ans
	extension garantie / matériel informatique (ex Firewall sauvegarde)	2 ans
LOGICIELS	logiciels métiers	3 ans
	bureautique (Office / Windows)	6 ans
	logiciels professionnels, licences	10 ans
BUREAUTIQUE photocopieurs, téléphones, standard		5 ans
MATERIEL financé par la taxe d'apprentissage		1 an (dérogation)

COMPOSANTS

GROS ŒUVRE, Locaux bruts, ouvrage de Structure, maçonnerie, maîtrise d'œuvre Frais d'acquisition	50 ans
Façades, charpente, couverture, Menuiseries extérieures, serrurerie, Menuiseries intérieures, Plomberie, Chauffage, VMC, Electricité, Maçonnerie pour portail	25 ans
Cloisons, Doublages, Faux plafonds, isolation, Gaines techniques, volets (livrés avec le bâtiment) + rails transfert	20 ans
Etanchéité, Ascenseurs, carrelage, faïences, Sols souples,	15 ans
Peintures, Stores, boiserie, volets électriques (à l'unité), Installation téléphonique,	10 ans
Clôtures (avec maçonnerie), Portails et portes	
Electriques extérieures	15 ans
Clôtures (sans maçonnerie)	10 ans
Aménagements, agencements divers (aménagement de placards et de plan de travail dans locaux...)	10 ans
Petit matériel électrique (radiateurs,...) Petite plomberie (mitigeur...)	8 ans

Les subventions sont traitées suivant la méthode préconisée par le CNC et le Règlement 99-03 du 29 avril 1999.

Les contributions volontaires en nature ne sont pas évaluées.

L'association n'étant pas en mesure à ce jour de les évaluer avec fiabilité.

Engagement de retraite :

Une provision pour indemnité de départ à la retraite est constatée dans les comptes annuels à hauteur de **951 488 €**.

Cette dernière représente l'engagement total de l'association au 31 décembre 2023, évalué pour l'ensemble de son personnel.

Les hypothèses retenues pour évaluer cet engagement sont mentionnées au chapitre 4 de la présente annexe.

2 –COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

2-1 Mouvements ayant affectés les valeurs brutes des immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2022	Acquisitions 2023	Cessions 2023	Immobilisations au 31 Décembre 2023
Immobilisations incorporelles	162 356,00	6 300,00	5 825,24	162 830,76
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	3 827,20	0,00	0,00	3 827,20
20310000 Frais d'Etudes	3 827,20	0,00	0,00	3 827,20
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	158 528,80	6 300,00	5 825,24	159 003,56
20500000 Logiciels, licences, droits, ...	158 528,80	6 300,00	5 825,24	159 003,56
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
- dont droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	17 131 169,44	379 012,23	14 835,96	17 495 345,71
Terrains	245 642,52	0,00	0,00	245 642,52
21110000 Terrains nus	51 242,52	0,00	0,00	51 242,52
21150000 Terrains bâtis	194 400,00	0,00	0,00	194 400,00
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	260 810,29	0,00	0,00	260 810,29
21200000 Agencements et aménag. terrains	260 810,29	0,00	0,00	260 810,29
Constructions	13 338 885,88	122 297,01	0,00	13 461 182,89
21310000 Bâtiments	3 849 234,07	0,00	0,00	3 849 234,07
21350000 IGAAC Install gén agenc amén const	2 176 917,60	116 451,40	0,00	2 293 369,00
21410000 Bâtiments sur sol d'autrui	7 098 248,52	0,00	0,00	7 098 248,52
21450000 IGAAC sur sol d'autrui	214 485,69	5 845,61	0,00	220 331,30
Installations, matériel et outillage techniques	1 676 099,38	72 668,51	3 136,36	1 745 631,53
21510000 Instal. Complexes Spécialisées	2 816,00	0,00	0,00	2 816,00
21512000 Instal. et Matériels Cuisine	244 103,20	0,00	0,00	244 103,20
21513000 Instal. et Matériels Buanderie	113 720,59	7 797,90	2 700,00	118 818,49
21515000 Instal. et Matériels Ateliers prof.	59 493,95	0,00	0,00	59 493,95
21517000 Instal. Mat. Sécurité Surveillance	63 632,50	20 716,14	0,00	84 348,64
21544000 Instal. Mat. Usage Thérapeutique	201 099,68	6 097,99	0,00	207 197,67
21545000 Instal. et Matériels Usage Educatif	182 402,76	1 264,92	436,36	183 231,32
21546000 Matériels et outillages d'Entretien	237 665,73	0,00	0,00	237 665,73
21547000 Matériels d'Hébergement	358 056,25	29 347,18	0,00	387 403,43
21548000 Autres matériels	10 944,35	2 598,00	0,00	13 542,35
21550000 Mat. Instal. financés Taxe Apprenti	202 164,37	4 846,38	0,00	207 010,75
Autres immobilisations corporelles	1 609 731,37	111 152,14	11 699,60	1 709 183,91
21810000 Installations générales, agencement	98 335,45	0,00	0,00	98 335,45
21820000 Matériel de transport	701 340,17	41 464,44	10 000,00	732 804,61
21830000 Matériel de bureau & informatique	614 909,12	69 687,70	1 699,60	682 897,22
21840000 Mobilier de bureau	195 146,63	0,00	0,00	195 146,63
Immobilisations corporelles en cours	0,00	72 894,57	0,00	72 894,57
23100000 Immob. corporelles en cours	0,00	72 894,57	0,00	72 894,57
Immobilisations financières	677 143,39	1 105,00	594,85	677 653,54
Participations	102 500,00	0,00	0,00	102 500,00
26600000 Autres formes de participation	102 500,00	0,00	0,00	102 500,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	563 417,91	1 105,00	0,00	564 522,91
27242000 Parts sociales CA	2 610,91	54,00	0,00	2 664,91
27244000 Parts sociales CAISSE EPARGNE	508 020,00	0,00	0,00	508 020,00
27281000 Parts sociales CREDIT MUTUEL	52 787,00	1 051,00	0,00	53 838,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	11 225,48	0,00	594,85	10 630,63
27500000 Dépôts et cautionnements versés	11 225,48	0,00	594,85	10 630,63
TOTAL IMMOBILISATION	17 970 668,83	386 417,23	21 256,05	18 335 830,01

Travaux et projets en cours au 31 décembre 2023

Travaux de Carrelage	CAMSP	33 629,27 €
	CMPP	39 265,30 €
		72 894,57 €

2-2 Mouvements ayant affectés les amortissements des immobilisations

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	137 540,67	9 720,31	5 825,24	141 435,74
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	1 403,28	153,09	0,00	1 556,37
28031000 Amort. Frais Etudes	1 403,28	153,09	0,00	1 556,37
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	136 137,39	9 567,22	5 825,24	139 879,37
28050000 Amort. Logiciels, licenc droits ...	136 137,39	9 567,22	5 825,24	139 879,37
Fonds commercial (établissements privés)	0,00	0,00	0,00	0,00
- dont droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	8 175 499,64	658 362,87	15 565,74	8 818 296,77
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	127 868,26	12 705,25	0,00	140 573,51
28120000 Amort. Agencements, aménag. terrain	127 868,26	12 705,25	0,00	140 573,51
Constructions sur sol propre	2 878 931,06	216 705,73	0,00	3 095 636,79
28131000 Amort. Bâtiments sur sol propre	1 858 832,05	101 087,62	0,00	1 959 919,67
28135000 Amort. IGAAC sur sol propre	1 020 099,01	115 618,11	0,00	1 135 717,12
Constructions sur sol d'autrui	2 469 029,47	268 845,51	0,00	2 737 874,98
28141000 Amort. Bâtiments sur sol d'autrui	2 382 753,14	251 656,19	0,00	2 634 409,33
28145000 Amort. IGAAC sur sol d'autrui	86 276,33	17 189,32	0,00	103 465,65
Installations, matériel et outillage techniques	1 432 234,13	69 211,48	2 822,14	1 498 623,47
28151100 Amort. Instal. Complex.Spec.	2 135,47	281,60	0,00	2 417,07
28151200 Amort. Instal. Mat. Cuisine	179 204,57	10 402,21	0,00	189 606,78
28151300 Amort. Instal. Mat. Buanderie	77 026,49	7 428,23	2 385,78	82 068,94
28151500 Amort. Instal. Mat. Ateliers prof.	58 073,32	382,17	0,00	58 455,49
28151700 Amort. Instal. Mat. Sécurité Survei	39 404,83	7 016,69	0,00	46 421,52
28154400 Amort. Instal. Mat. Thérapeutique	174 651,94	11 295,30	436,36	185 510,88
28154500 Amort. Instal. Mat. Educatif	162 127,93	5 719,71	0,00	167 847,64
28154600 Amort. Mat. Outillage Entretien	216 858,79	3 958,36	0,00	220 817,15
28154700 Amort. Mat. d'Hébergement	315 051,75	19 148,93	0,00	334 200,68
28154800 Amort. Autres matériels	10 944,35	275,00	0,00	11 219,35
28155000 Amort. Instal. Mat. financés par T A	196 754,69	3 303,28	0,00	200 057,97
Autres immobilisations corporelles	1 267 436,72	90 894,90	12 743,60	1 345 588,02
28181000 Amort. IG Agencements Aménag.divers	74 740,26	7 358,33	1 044,00	81 054,59
28182000 Amort. Matériel de transport	537 085,10	32 822,45	10 000,00	559 907,55
28183000 Amort. Matériel de bureau & inform.	490 433,92	42 415,26	1 699,60	531 149,58
28184000 Amort. Mobilier de bureau	165 177,44	8 298,86	0,00	173 476,30
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	8 313 040,31	668 083,18	21 390,98	8 959 732,51

2-3 Provision pour dépréciation des immobilisations

Néant

2-4 Dépôts et cautionnements

Dépôt et caution versés	A l'ouverture au 1 ^{er} janvier 2023	Augmentation	Diminution	A la clôture au 31 déc. 2023
Siège (caution location garage Marronniers)	300,00		180,00	120,00
Centre Cluzel IME (carte pro)	2 000,00			2 000,00
CMPP - CAMSP	1 806,48		414,85	1 391,63
MAS des écrins (caution ABI)	1 500,00			1 500,00
Secteur SNC (agrément tourisme)	4 573,00			4 573,00
MDA (clé café CSE)	5,00			5,00
MDA (dépôt garantie location Briançon)	1 041,00			1 041,00
TOTAL	11 225,48	0,00	594,85	10 630,63

2-5 Etat des échéances des créances (à moins d'un an pour l'actif circulant)

Libellé	Montant brut 2023
CREANCES (a)	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations(25-26)	102 500,00
26600000 Autres formes de participation	102 500,00
Prêts (274)	0,00
Autres immobilisations financières (271 à 273, etc)	575 153,54
27242000 Parts sociales CA	2 664,91
27244000 Parts sociales CAISSE EPARGNE	508 020,00
27281000 Parts sociales CREDIT MUTUEL	53 838,00
27500000 Dépôts et cautionnements versés	10 630,63
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	726 997,28
41100000 Créances usagers, caisses CPAM Le Département	652 322,46
41600000 Clients - Douteux ou litigieux	74 634,82
41800000 Usagers - Prod. non facturés	40,00
Autres créances clients (4096,4097, etc)	37 462,54
40100000 Fournisseurs débiteurs	4 872,36
40980000 Fournisseurs autres avoirs non reçu	3 228,65
46300000 FMARV MA Fonds en dépôt	55,00
46720000 Autres comptes débiteurs	420,00
46750000 Dépenses remboursées par un FAF	25 269,85
46870000 Produits à recevoir	3 616,68
Personnel et comptes rattachés (421,)	0,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	0,00
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	66 000,00
44171100 Subv. exploitation FSE DREETS	60 000,00
44172000 Subv. exploitation Région	6 000,00
Autres	
Charges constatées d'avance (486)	14 292,55
48600000 Charges constatées d'avance	14 292,55
TOTAL CREANCES	1 522 405,91

2-6 Valeurs mobilières de placements

Valeurs mobilières de placement	Solde au 31 déc. 2023
Certificat de dépôt Crédit Mutuel	2 208 500
Certificat de dépôt Caisse d'Epargne	3 000 000
Contrat capitalisation Banque Transatlantique	0
Contrat capitalisation Crédit Agricole	0
Contrat capitalisation Caisse d'Epargne	0
TOTAL	5 208 500

Les valeurs en portefeuilles sont évaluées selon leur valeur d'acquisition.

Une provision est éventuellement constatée si la valeur au 31 décembre est inférieure à la valeur d'achat.

Au 31 décembre 2023 aucune plus-value latente, mais des intérêts courus sur CAT-DAT pour 100 044,20 €.

2-7 Etat de la trésorerie à court terme

Trésorerie à court terme	Solde au 31 déc. 2023
Chèques à encaisser	395,40
Crédit Agricole Alpes Provence	4 080,41
Crédit Mutuel	846 442,86
Caisse d'épargne Provence Alpes Corse	68 370,52
Crédit Mutuel nantissement	108 502,84
Comptes courants bancaires	1 027 792,03
Livret Caisse d'épargne	96 165,69
CS Livret Caisse d'épargne	1 557 179,70
Livret OBNL Crédit Mutuel	418 723,33
Comptes sur Livrets	2 072 068,72
Intérêts à recevoir	100 044,20
Caisse et régie d'avance	1 884,42
TOTAL	3 201 789,37

2-8 Mouvements ayant affectés les fonds propres au bilan

	Conso Décembre 2022 Clôture	Conso Décembre 2023 Affect.résult.	Conso Décembre 2023 Augmentation	Conso Décembre 2023 Dim.& Rep.util.	Conso Décembre 2023 Résultat	Conso Décembre 2023 Clôture
VARIATION FONDS PROPRES S.D.R.						
1020 Fonds associatif sans droit de reprise (SDR)	128 417,58					128 417,58
1021 Valeur du patrimoine intégré	90 820,51					90 820,51
1022 Fonds statutaires	0,00					0,00
1024 Apports sans droit de reprise	2 381 776,41					2 381 776,41
1025 Legs et donations	0,00					0,00
1051 Ecart réévaluation sur biens SDR	0,00					0,00
1060 Réserves	0,00					0,00
1062 Réserves indisponibles	0,00					0,00
1063 Réserves stat.& contract.	0,00					0,00
1064 Réserves réglementées	0,00					0,00
10681 Réserve pour projet associatifs des autres secteurs	0,00					0,00
1200 Résultat - Grpe	573 921,58	-573 921,58			348 228,64	348 228,64
13000 Sub. invest. affectées à biens non renouvelables	0,00					0,00
1310 Subventions d'équipement	2 764 526,39		4 846,38			2 769 372,77
1380 Autres subventions d'investissement	0,00					0,00
1390 Sub. invest. Insrites au compte de résultat	0,00					0,00
1391 Subventions d'équipement	-1 089 976,52			-66 544,10		-1 156 520,62
1398 Autres subventions d'investissement	-196 754,69			-3 303,28		-200 057,97
Total	4 652 731,26	-573 921,58	4 846,38	-69 847,38	348 228,64	4 362 037,32
VARIATION DES AUTRES FONDS ASSOCIATIFS						
1030 Fonds associatif sans droit de reprise (ADR)	0,00					0,00
1034 Apports avec droit de reprise	0,00					0,00
1035 Legs et donations assortis d'obligation/condition	0,00					0,00
1052 Ecart réévaluation sur biens ADR	0,00					0,00
1068 Réserves Projet associatif secteur médico social	0,00					0,00
10682 Excédents affectés à l'investissement SNC	212 395,71					212 395,71
10685 Réserves des activités de l'entité	0,00					0,00
10685 Réserves des activités hors gestion contrôlée (SNC)	760 853,34	127 527,46				888 380,80
10685 Réserves des activités ESSMS sous gestion contrôlée (SMS)	3 440 902,11	461 965,29				3 902 867,40
1100 Report à nouveau	0,00					0,00
1100 Report à nouveau hors activité médico-sociale (SNC)	391 334,75					391 334,75
1105 Report à nouveau des activités médico-sociale hors gestion contrôlée	207 832,83					207 832,83
1150 RAN des activités médico-sociales sous gestion contrôlée par l'ARS (SMS)	184 441,12	70 671,08				255 112,20
11591 RAN des charges rejetées du SMS	0,00					0,00
11592 RAN charges et produits SMS dont la prise en compte est différée	-229 413,33					-229 413,33
1190 Report à nouveau (solde débiteur)	0,00					0,00
1190 Report à nouveau (solde débiteur) hors activité médico-sociale (SNC)	-580 548,30	-81 312,77				-661 861,07
1195 Report à nouveau (solde débiteur) des activités médico-sociale (SMS)	-23 474,92	-4 929,48				-28 404,40
Total	4 364 323,31	573 921,58	0,00	0,00	0,00	4 938 244,89
VARIATION AUTRES FONDS TIERS FINANCEURS						
14100 Prov. reglem. / renforcement couverture BFR	0,00					0,00
14200 Prov. reglem. / immobilisations	0,00					0,00
14400 Prov. reglem. / autres éléments d'actif	0,00					0,00
14500 Prov. régl. amort. dérogatoires	0,00					0,00
14600 Prov. spéciale de réévaluation	0,00					0,00
14700 Plus values réinvesties	0,00					0,00
14800 Autres provisions réglementées	39 743,12					39 743,12
Total	39 743,12	0,00	0,00	0,00	0,00	39 743,12
AUTRES FONDS PROPRES						
1911 Fonds reportés liés aux legs ou donation	0,00					0,00
1920 Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux e	735 196,18			-47 484,34		687 711,84
1940 fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	248 859,03		215 289,01	-231 167,97		232 980,07
1950 fonds dédiés sur dons manuels affectés	0,00					0,00
1970 fonds dédiés sur legs et donations affectés	0,00					0,00
Total	984 055,21	0,00	215 289,01	-278 652,31	0,00	920 691,91
TOTAL CAPITAUX PROPRES	10 040 852,90	0,00	220 135,39	-348 499,69	348 228,64	10 260 717,24

2-9 Mouvements ayant affecté les provisions inscrites au bilan

Provisions pour risques et charges	Montant au 1 ^{er} janvier 2023	Dotation de l'exercice Augmentation	Reprise de l'exercice Diminution	Transfert de l'exercice	Montant au 31 déc. 2023
<u>Risques liés à des litiges d'emploi</u>	<u>0</u> 0				<u>0</u> 0
<u>Provisions pour pensions</u>	<u>822 788</u>	<u>184 192</u>	<u>55 492</u>	<u>0</u>	<u>951 488</u>
Siège administratif SMS	54 339	40 704			95 043
Service SNC	230	172			402
MDA	16 613	4 910			21 523
Centre Le Cosse Agde	37 907	8 539			46 446
CMPP	180 005	11 983	41 396		150 592
CAMSP	156 857	25 101	11 714		170 244
Centre Jean Cluzel	255 044	66 182			321 226
MAS des écrins	121 793	26 601	2 382		146 012
<u>Autres provisions pour risques</u>	<u>52 830</u>	<u>0</u>	<u>45 430</u>		<u>10 636</u>
MAS des écrins	52 830		45 430		7 400
CAMSP-CMPP		3 236			3 236
TOTAL (1) Risques	875 618	187 428	100 922	0	962 124
TOTAL (2) Charges	0	0	0	0	0
Créances douteuses (3)					
Siège DEL	1 752		1 272		480
Centre Le Cosse Agde	0				0
Siege social	25 694				25 694
CMPP	3 030				3 030
MAS des écrins		45 430			45 430
TOTAL (3) Créances Douteuses	30 477	45 430	1 272	0	74 635
Dépréciation des immobilisations (4)	0				0
Total des Provisions (1+2+3+4)	906 095	232 858	102 194	0	1 036 759

Provisions réglementées et Fonds dédiés	Montant au 1 ^{er} janvier 2023	Dotation de l'exercice Augmentation	Reprise de l'exercice Diminution	Transfert de l'exercice	Montant au 31 déc. 2023
<u>Provisions régl. renouvellement Invest.</u>	0				0
<u>Prov. régl. Plus Vallue nette actif imo.</u>	0				0
CLUZEL ITEP	39 743				39 743
Total des Provisions régl. Imo (5)	39 743	0	0	0	39 743
<u>Fonds dédiés sur crédits non reconduct.</u>					
<i>CNR Investissements</i>					
CLUZEL IME CNR travaux	282 443		23 392		259 051
CLUZEL ITEP CNR travaux	44 434		3 286		41 148
CLUZEL matériel info CNR Covid 19	3 098		3 098		0
CAMSP travaux antenne Laragne	17				17
CMPP - CAMSP mat. Info	706		221		484
MAS des écrans CNR	392 940		15 644		377 297
MDA Investissement à réaliser	11 558		1 843		9 715
sous total fonds dédiés à l'invest.	735 196				687 712
<i>CNR fonctionnement</i>					
MDA Préparons demain					
MDA Trajectoires enfants	59 209	71 991	59 209		71 991
MDA Regards d'Ado					
Siège Social - adhésions	7 435	2 201			9 635
ESMS CPOM CNR Appui exceptionnel	66 650		31 775		34 875
CLUZEL IME renfort personnel	9 826		9 826		0
CLUZEL IME CNR 2021 reporté	21 725		17 722		4 002
CLUZEL IME CNR 2022 reporté		122 569	97 569		25 000
CLUZEL IME MN Segur extens° CTI privé solde	4 951				4 951
CLUZEL DITEP CNR 2021 reporté	1 208				1 208
CLUZEL Sessad di-dv CNR 2021 reporté	10 552				10 552
CLUZEL Sessad TCC CNR 2021 reporté	6 351				6 351
MAS des écrans renfort personnel	12 335		1 359		10 976
MAS des écrans CNR 2021 reporté	2 564				2 564
MAS des écrans CNR 2023 reporté		2 670			2 670
CAMSP CMPP formation Autisme	205				205
CAMSP prise en charge Autisme	7 146		962		6 184
CAMSP CMPP stagiaires gratification	185				185
CAMSP CNR 2021 reporté	31 706		11 494		20 212
CAMSP CNR 2023 reporté		3 780			3 780
CMPP CNR 2021 reporté	5 888		1 253		4 635
CMPP CNR 2023 reporté		12 079			12 079
CMPP rém. synthèse libéraux	925				925
sous total fonds dédiés au fonct.	248 859				232 980
Total des Fonds dédiés (6)	984 055	215 289	278 652	0	920 692
TOTAL GENERAL (5 et 6)	1 023 798	215 289	278 652	0	960 435

Au cours de l'année 2023, l'autorité de tarification nous a accordé par les décisions tarifaires suivantes des **Mesures Nouvelles** et des **Crédits Non Reconductibles** (Décision Tarifaire n° 51 du 23 juin 2023, n° 241 du 19 décembre 2023 pour :

Mesures Nouvelles (pérennes) : détail ci-dessous

- L'**extension CTI SEGUR au secteur privé**, pour le personnel soignant, médical et socio-éducatif, pour un montant global de 75 842,41 € (Ségur extension CTI privé non rattaché et Ségur filière socio-éducative, Attractivité secteur associatif privé et revalorisation des médecins PH).
- Une **actualisation Ségur** suite à ouverture au DITEP et au CAMSP pour un montant de 11 823,08 €
- Au titre de **gratification stagiaires** à l'IME pour 3 645 €.
- L'**extension de places TSA pour le Sessad**, 5 places en plus, soit 23 417 € sur 2023 et 140 501 € en année pleine.
- Au titre de l'ouverture de l'Unité d'Enseignement Élémentaire Autiste **UEEA** à l'IME pour 46 667 € sur 2023 et 140 000 € en année pleine.
- Pour le **rebasage à l'IME** un montant de 100 000 € et pour le **rebasage au CMPP** un montant de 100 000 €.
- Pour la Plateforme de Coordination et d'Orientation **PCO 0-6 ans** : 41 928 €.

Numéro Finess Ets MS	050000363	050006980	050007657	05000207	050005420	050006048	
Etablissement médico-social PEP ADS	IME	Dispositif ITEP	SESSAD DI-DV	CMPP	CAMSP	MAS	Total PEP ADS ESMS
Mesures Nouvelles	295 510,22 €	44 551,10 €	154 650,61 €	130 233,39 €	89 832,40 €	65 264,47 €	780 042,19 €
école inclusive Sessad (extension 2 places) complément pour année pleine			140 501,00 €				140 501,00 €
Stratégie Autisme Unité d'enseignement maternelle pour autistes	140 000,00 €						140 000,00 €
Autres mesures Rebasage 6 places rebasées accompagnement enfants TSA	100 000,00 €						100 000,00 €
Ségur Attractivité - privé non lucratif	547,53 €	410,38 €	138,24 €	285,66 €	378,00 €	643,69 €	2 403,50 €
Ségur extension médecins	479,07 €	446,15 €	237,11 €	1 516,57 €	2 280,32 €	515,12 €	5 474,34 €
Ségur extension CTI - filière socio-éducative privé	15 768,70 €	11 699,91 €	3 999,69 €	8 232,42 €	9 672,16 €	18 591,69 €	67 964,57 €
Revalorisation point d'indice et inflation	38 714,92 €	29 017,48 €	9 774,57 €	20 198,74 €	26 728,02 €	45 513,97 €	169 947,70 €
Renforcement CMPP				100 000,00 €			100 000,00 €
PCO Plateforme de Coordination et d'Orientation 0-6 ans					41 928,00 €		41 928,00 €
Actualisation Ségur pour ouverture et extension places 2021-2022		2 977,18 €			8 845,90 €		11 823,08 €

Crédits Non Reconductibles : détail ci-dessous

1^{ère} phase de tarification

- Au titre de l'**inflation et du dégel du point d'indice** : 169 947,70 €
- Au titre des **situations complexes** à l'IME Cluzel pour 88 000 €

2^{ème} phase de tarification

- Au titre de la **QVT** pour 14 748,51 €
- Au titre de l'**attractivité des métiers** pour 14 780 €
- Un **complément** au titre d'une **situation complexe** à l'IME pour 5 923,50 €
- Au titre d'**aide au démarrage** à l'IME pour 12 000 €
- Au titre de la **prévention** à l'IME pour 1 000 €

Numéro Finess Ets MS	050000363	050006980	050007657	05000207	050005420	050006048	
Etablissement médico-social PEP ADS	IME	Dispositif ITEP	SESSAD DI-DV	CMPP	CAMSP	MAS	Total PEP ADS ESMS
CNR	29 235,50 €	0,00 €	-117 084,00 €	12 078,51 €	3 780,00 €	2 670,00 €	-69 319,99 €
Qualité de Vie au Travail QVT				12 078,51 €		2 670,00 €	14 748,51 €
Attractivité des métiers	12 000,00 €				3 780,00 €		15 780,00 €
Régularisation effet année pleine (EX EAP)	-93 333,00 €		-117 084,00 €				-210 417,00 €
Gratification stagiaires	3 645,00 €						3 645,00 €
CNR situations critiques DT n° 1	88 000,00 €						88 000,00 €
CNR situations critiques DT n° 2	5 923,50 €						5 923,50 €
Aide au démarrage	12 000,00 €						12 000,00 €
Prévention	1 000,00 €						1 000,00 €

Les **fonds dédiés de fonctionnement** représentent au **total 151 353,57 €** dont détail ci-dessous

A noter des CNR accordé au titre de 2023 pour un total de 141 097,01 € dépensés partiellement à hauteur de 97 568,50 € sur l'année et reporté pour 43 528,51 €.

Fonds dédiés de fonctionnement		Montant au 1 ^{er} janvier	Accordé dans l'année	Utilisé dans l'année	Montant reporté
CAMSP	CNR gratification stagiaire	184,50			184,50
CAMSP	CNR amélioration PEC autisme	7 145,88		961,73	6 184,15
CAMSP	CNR 2021 Covid 19 autotests	1 178,68		7,26	1 171,42
CAMSP	CNR formation TSA	1 074,75		522,00	552,75
CAMSP	CNR Aide démarrage installation PCO	29 452,25		10 964,31	18 487,94
CAMSP	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	1 520,35		1 520,35	0,00
CAMSP	CNR 2023 Attractivité des métiers		3 780,00		3 780,00
Total établissement		40 556,41	3 780,00	13 975,65	30 360,76
CMPP	CNR rémunération synthèse des libéraux	925,00			925,00
CMPP	CNR formation autisme	204,60			204,60
CMPP	CNR formation TSA	4 777,46		1 248,00	3 529,46
CMPP	CNR 2021 Covid 19 autotests	1 110,21		4,64	1 105,57
CMPP	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	1 294,04		1 294,04	0,00
CMPP	CNR 2023 Qualité de Vie au Travail		12 078,51		12 078,51
Total établissement		8 311,31	12 078,51	2 546,68	17 843,14
IME	CNR 2021 solde situations complexes	9 826,30		9 826,30	0,00
IME	CNR 2021 Covid 19 autotests	2 174,52			2 174,52
IME	CNR 2021 formation TSA	19 550,00		17 722,17	1 827,83
IME	MN 2021 solde Ségur Lafourcade extension CTI privé	4 950,86			4 950,86
IME	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	26 504,49		6 228,82	20 275,67
IME	CNR 2023 situations complexes		88 000,00	88 000,00	0,00
IME	CNR 2023 Aide au démarrage		12 000,00		12 000,00
IME	CNR 2023 Attractivité des métiers		12 000,00		12 000,00
IME	CNR 2023 Prévention		1 000,00		1 000,00
IME	CNR 2023 Gratification stagiaire		3 645,00	3 645,00	0,00
IME	CNR 2023 sit. complexes 50 % ARS - 50 % Ase Dpt 05		5 923,50	5 923,50	0,00
Total établissement		63 006,17	122 568,50	131 345,79	54 228,88
SESSAD TCC	CNR 2021 EMAS	6 000,00			6 000,00
SESSAD TCC	CNR 2021 Covid 19 autotests	351,03			351,03
ITEP	CNR 2021 Covid 19 autotests	1 208,22			1 208,22
DITEP	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	18 144,46		6 148,58	11 995,88
Total établissement		25 703,71	0,00	6 148,58	19 555,13
SESSAD DI-DV	CNR 2021 Covid 19 autotests	552,39			552,39
SESSAD DI-DV	CNR 2021 Aide démarrage frais d'installation	10 000,00			10 000,00
SESSAD DI-DV	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	8 731,27		6 127,99	2 603,28
Total établissement		19 283,66	0,00	6 127,99	13 155,67
MAS des écrins	CNR renforcement RH sit. Complexes	12 335,10		1 358,83	10 976,27
MAS des écrins	CNR 2021 Covid 19 autotests	2 563,72			2 563,72
MAS des écrins	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	10 455,45		10 455,45	0,00
MAS des écrins	CNR 2023 Qualité de Vie au Travail		2 670,00		2 670,00
Total établissement		25 354,27	2 670,00	11 814,28	16 209,99
Total ESMS CPOM PEP ADS		182 215,53	141 097,01	171 958,97	151 353,57

DITEP transfert financement
pour 360,45 € en moins DGC IME

40 556,41 report CAMSP
8 311,31 report CMPP
63 006,17 report IME
25 703,71 report DITEP
19 283,66 report SESSAD
25 354,27 report MAS

182 215,53 reports antérieurs

141 097,01 CNR 2023

-171 958,97 CNR 2023 dépensés

151 353,57 CNR total à utilisé

2-10 Etat des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes éts crédit	Capital emprunté	Durée dates échéances	Solde au 31 déc. 2023	Échéances		
				- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Siège administratif - pôle enfance Emprunt CDC Paca Intérêts courus/emprunts	464 638 €	25 ans 2008 - 2032				
CMPP - pôle enfance Emprunt Crédit Mutuel Intérêts courus/emprunts	673 897 €	13 ans février 2016 à janvier 2029				
CAMSP - pôle enfance Emprunt Crédit Mutuel Intérêts courus/emprunts						
Centre CLUZEL ITEP - Villa Romette Emprunt CDC Paca Intérêts courus/emprunts	300 000 €	25 ans 2006 - 2030				
Centre CLUZEL SESSAD UEMA Emprunt Crédit Mutuel Bâtiment modulaire école Fontreyne Gap Emprunt Crédit Mutuel mobilier UEMA Gap Intérêts courus/emprunts	250 000 € 47 000 €	20 ans 2017-2037 5 ans 2017-2022				
MAS des é crins - construction Embrun Emprunt CDC Paca Intérêts courus/emprunts	3 721 175 €	30 ans mars 2015 à déc. 2044				
Centre d'Agde Le Cosse Emprunt Caisse d'Epargne Intérêts courus/emprunts	430 000 €	15 ans avril 2017 / avril 2032				
TOTAL	5 886 710 €		3 291 518	224 678	871 730	2 195 111

Les emprunts remboursés au cours de l'exercice 2023 s'élèvent à 402 273,05 €.

A noter l'emprunt du Siège SMS et service DEL (financement pôle enfance des Marronniers) remboursé totalement par anticipation pour un capital restant dû de 185 855,20 € en mars 2023.

2-11 Etat des échéances des autres dettes (à moins d'un an pour les dettes d'exploitation)

Libellé	Montant brut 2023
DETTES (b)	
Emprunts obligataires convertibles (161)	0,00
Autres emprunts obligataires (163)	0,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	3 291 518,27
16400000 Emprunt auprès éts crédit	3 283 681,45
16884000 Intérêts courus Emprunt Etab Crédit	7 836,82
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	0,00
Avances et acomptes	2 511 352,80
41910000 Usagers et Caisses créditeurs(trices) EMS	2 479 725,57
41911000 Usagers créditeurs acomptes et avances SNC	31 627,23
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	339 701,53
40100000 Fournisseurs	268 673,79
40810000 Fournisseurs factures non parvenues	65 027,74
40840000 Fournisseurs Immobilisations FNP	6 000,00
Personnel et comptes rattachés (421,)	348 234,91
42100000 Personnel - Rémunérations dues	2 007,42
42200000 Comité d'entreprise d'établissement	9 885,78
42820000 Dettes prov. pour congés à payer	271 697,88
42860000 Personnel - charges à payer	1 284,33
42861000 Personnel-Charges à payer sans AUX	39 974,94
42871000 Personnel - I.J.S.S. de la CCSS	21 587,32
42872000 Indemnisation Prévoyance compl.	1 797,24
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	452 444,20
43100000 Sécurité sociale - URSSAF	217 103,46
43720000 Mutuelle	22 029,56
43730000 Caisses Ret. Prév. MEDERIC MALAKOFF	106 758,80
43733000 Retraite Aditionnelle Fonction Publ	1 542,30
43820000 Charges Sociales s/Congés à payer	101 732,43
43860000 Organismes - Autres charges à payer	3 277,65
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	260 937,34
44171000 Subv. exploitation Etat ARS	7 912,06
44210000 Prélèvement à la source - IR	15 185,46
44450000 Etat Impôts sur les Sociétés (OSBL)	61 526,00
44710000 Taxe sur salaires	45 931,75
44733000 Formation professionnelle F.P.C.	52 789,88
44734000 Effort construction P.E.E.C.	23 439,68
44820000 Charges fiscales sur congés à payer	36 835,66
44860000 Etat - Autres charges à payer	17 316,85
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	18 622,08
40410000 Fournisseurs d'immobilisations	16 378,15
40470000 Fournisseurs d'immos ret. garantie	2 243,93
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	57 640,47
41100000 CLIENTS USAGERS	4 442,17
45100000 Fédération Générale des PEP Paris	31 427,98
46300000 FMARV MAS Fonds en dépôt	9 776,00
46710000 Autres comptes créditeurs	10,14
46861000 Charges à payer	11 984,18
Produits constatés d'avance (487)	96 934,98
48700000 Produits constatés d'avance	94 831,26
48710000 Produits constatés avance Taxe Appr	2 103,72
TOTAL DETTES	7 377 386,58

2-11 Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance	au 31/12/2023
Dépenses concernant l'exercice 2023	14 293
TOTAL	14 293

Produits constatés d'avance	au 31/12/2023
Produits concernant l'exercice 2024	94 831
Produits const. d'avance Taxe Apprentissage	2 104
TOTAL	96 935

3 – COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

3-1 Etat des subventions et contributions financières perçues

Etat des subventions de fonctionnement perçues en 2023		MDA	service DEL	Le Cosse AGDE	Siège Médico-Social	Centre CLUZEL
ETAT	450 494 €					
Etat financement MDA - FIR ARS	259 433	259 433				
Etat financement MDA - FIR ARS complément	37 854	37 854				
Etat financement MDA - CPO ARS	40 000	40 000				
Etat financement MDA - projets	37 643	37 643				
Etat financement MDA - missions	36 837	36 837				
Etat financement MDA Préfecture Hautes Alpes FIPD	1 000	1 000				
Etat financement Colo apprenantes service DEL	20 000		20 000			
Travail et emploi - Contrats aidés	17 727			3 330	2 230	12 167
FONDS EUROPEENS	17 300 €					
Europe FSE DREETS	17 300	17 300				
REGION	12 000 €					
Région Paca	12 000	12 000				
DEPARTEMENTS	15 000 €					
Hautes Alpes	15 000	15 000				
COMMUNES	- €					
Ville de Gap	0					
Ville d' Embrun	0					
Ville de Digne	0					
Ville de Manosque	0					
COLLECTIVITES PUBLIQUES	- €					
ORGANISMES publics & privés	7 003 €					
MSA	1 000	1 000				
OETH	5 619	1 302	1 133			3 184
Taxe apprentissage Centre J. CLUZEL	384					384
TOTAL des subventions de fonctionnement	501 797 €	459 369	21 133	3 330	2 230	15 734

Etat des contributions financières perçues en 2023		MDA	Siège DEL	Siège Social Solidarité	Le Cosse AGDE	Siège SMS médico-social
Fédération Générale FEP - CPO	29 364		29 364			
UNAT Opération 1ers départ	240				240	
TOTAL des contributions financières	29 604 €	0	29 364	0	240	0

Etat des subventions d'investissement perçues en 2023		MDA	Siège DEL	Le Cosse AGDE	Siège Social	MAS des écrins	Centre Cluzel
REGION Provence Alpes Côte d'Azur	0						
CONSEIL DEPARTEMENTAL des Hautes Alpes	0						
COMMUNE de Gap	0						
CAF des Hautes-Alpes	0						
CARSAT Sud Est Contrat Prévention Risques	0						
Fondation JM Bruneau / Uniopss	0						
ENTREPRISES (taxe apprentissage)	4 846						4 846
TOTAL	4 846 €	0	0	0	0	0	4 846

3-2 Etat des résultats à affecter par établissement

	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023 = RESULTAT à AFFECTER		
AGDE centre LE COSSE	36 904,80		
Maison Des Adolescents	11 185,58		
SIEGE SOCIAL	-29 828,24		
Secteur Non Conventinné - service DEL	-3 971,98		
Total secteur non conventionné	14 290,16		
	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	RESULTAT ANTERIEUR à reprendre	RESULTAT A AFFECTER
CLUZEL IME	73 476,51		73 476,51
CLUZEL Dispositif intégré ITEP	-10 836,77		-10 836,77
CLUZEL SESSAD DI-DV et UEMA	17 716,94		17 716,94
MAS des écrins	-129 870,77		-129 870,77
CMPP	127 899,04		127 899,04
CAMSP	98 173,84		98 173,84
SIEGE Administratif Médico-Social	157 379,69		157 379,69
Total secteur médico social	333 938,48	0,00	333 938,48
Total général PEP ADS	348 228,64		

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité selon l'article 153-2 de l' A. N. C. 2019-04

	2023	2022
Résultat comptable	348 228,64	573 921,58
Reprise du résultat antérieur *	0,00	0,00
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	348 228,64	573 921,58
dont résultat effectif sous gestion propre	14 290,16	46 214,69
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	333 938,48	527 706,89

* correction de l'augmentation des contributions financières des autorités de tarification financant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

4- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés : Néant

Engagements reçus :

Emprunts CDC et Crédit Mutuel pour l'achat des Marronniers pour le CMPP-CAMSP :

- Caution par le Conseil Général des Hautes Alpes à hauteur de 100 % de l'emprunt Crédit Mutuel.
- Nantissement sur le placement CM AEP 1 000 000 € lors de la renégociation pour le CMPP-CAMSP.

Emprunt CDC pour la construction de la MAS des écrins :

- Caution par la municipalité d'Embrun à hauteur de 50 % de l'emprunt CDC,
- Caution par la Caisse d'Epargne à hauteur de 50 % de l'emprunt CDC.

Emprunt Crédit Mutuel pour l'UEMA Sessad Centre J. CLUZEL :

- Nantissement accordé au CM à hauteur de 158 500 € en principal représentant 53,367 % du capital garanti et pour les intérêts, commissions, frais et accessoires en sus.

Emprunt Caisse d'Epargne pour rénovation Centre LE COSSE :

- Engagement de conservation des parts sociales CE Paca à hauteur de 200 000 € pendant 10 ans minimum.

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant

ENGAGEMENTS DE RETRAITE DU PERSONNEL SALARIE

1. - HYPOTHESES RETENUES

Le présent calcul porte sur les engagements de retraite à l'égard du personnel salarié, selon la méthode actuarielle de la Fédération Générale des PEP

Taux de présence

Probabilité pour le salarié d'être présent à l'âge de la retraite :

Age	Taux
< 36 ans	75 %
36 à 50 ans	85 %
> 50 ans	95 %

Probabilité de survie

Selon les tables de mortalité.

Droits en mois

Evalués à partir de la Convention Collective applicable à l'établissement de l'Association

CCNT 66 secteur médico-social (incluant majoration d'ancienneté dans la Convention)

CCNT 89 secteur animation (Centre AGDE)

Taux de croissance des salaires

1,80 %

Taux d'actualisation

Le taux retenu est de

3,17 %

Taux de charges sociales

La moyenne des charges retenue s'élève à

58,00 %

Prorata

Quote-part des droits acquis au jour de l'évaluation

Age de départ

67 ans

Les engagements se répartissent comme suit entre chacun des établissements

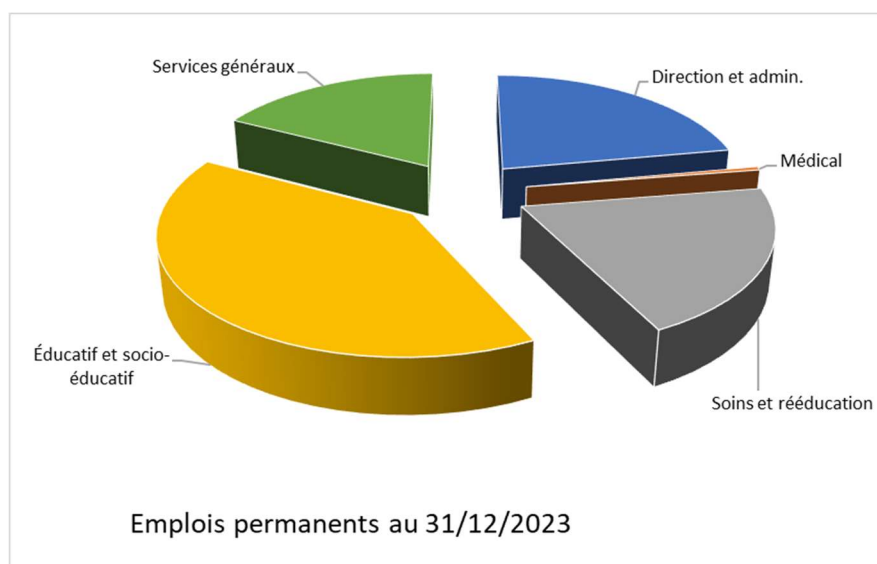
Engagement retraite méthode actuarielle FG PEP	Engagement acquis au 31 déc. 2019	Engagement acquis au 31 déc. 2020	Engagement acquis au 31 déc. 2021	Engagement acquis au 31 déc. 2022	Engagement acquis au 31 déc. 2023
Siège administratif SMS	49 283	57 511	58 601	54 339	95 043
Service DEL SNC	26 245	30 860	15 505	230	402
ALSH	1 292	2 253	0	0	0
MDA	15 977	17 524	20 927	16 613	21 523
Centre Le Cosse Agde	54 821	57 699	56 077	37 907	46 446
CMPP-CAMSP	349 867	386 222	356 671	336 862	320 836
Centre Jean CLUZEL	430 701	490 238	401 098	255 044	321 226
MAS des écrins	113 373	143 254	141 743	121 793	146 012
TOTAL	1 041 559	1 185 561	1 050 622	822 788	951 488
évolution	173 829	144 002	-134 939	-227 834	128 700

Engagement retraite	Situation comptable au 1er janvier 2023	Diminution reprise de l'exercice	Augmentation méthode actuarielle majoration anc. CCNT	Situation comptable au 31 déc. 2023
Service DEL SNC	230		172	402
MDA	16 613		4 910	21 523
Centre Le Cosse Agde	37 907		8 539	46 446
sous total SNC	54 750	0	13 621	68 371
Siège secteur SMS	54 339		40 704	95 043
CMPP	180 005	-41 396	11 983	150 592
CAMSP	156 857	-11 714	25 101	170 244
Ctre CLUZEL IME	133 680		32 802	166 482
Ctre CLUZEL DITEP	100 082		25 306	125 388
Ctre CLUZEL SESSAD DIDV	21 282		8 074	29 356
MAS des écrins	121 793	-2 382	26 601	146 012
sous total SMS	768 038	-55 492	170 571	883 117
TOTAL	822 788	-55 492	184 192	951 488

Echeancier														
Contrat Location mobilière	Valeur à Neuf € H.T	Loyer Trimestriel € HT	Prestations	Loyer Trimestriel € TTC	Date		Locations à payer en					Solde au 31 déc. 2023	Redevances restant à payer	
					Début	Fin	2020	2021	2022	2023	2024		2025	- 1 an
<u>Siege administratif</u>														
RICOH - nouveau parc reprographie														
SMS	5 752	255	0.54	306.65	01/12/2020	30/11/2025	102	1227	1227	1227	1227	1124	1 227	1 124
Imprimante IMC 300 Siège RDC DEL	2 100	72	0.15	86.58	01/12/2020	30/11/2025	29	346	346	346	346	244	346	244
Imprimante IMC 3000A (option livret) IME J.Cluzel, RDC Admin	6 306	279	0.59	335.51	01/12/2020	30/11/2025	112	1342	1342	1342	1342	1240	1342	1 240
Imprimante IMC 3000A IME J.Cluzel, modulaire RDC Prof	4 261	189	0.40	227.28	01/12/2020	30/11/2025	76	909	909	909	909	807	909	807
Imprimante IMC 300 ITEP J.Cluzel, 1er étage	2 100	72	0.15	86.58	01/12/2020	30/11/2025	29	346	346	346	346	244	346	244
Imprimante IMC 300 ME J.Cluzel, 1er étage Educateurs	2 100	72	0.15	86.58	01/12/2020	30/11/2025	29	346	346	346	346	244	346	244
Imprimante IMC 300 UEMA J.Cluzel, RDC	2 100	72	0.15	86.58	01/12/2020	30/11/2025	29	346	346	346	346	244	346	244
Imprimante IMC 3000A OL CMPP, RDC secrétariat	6 306	279	0.59	335.51	01/12/2020	30/11/2025	112	1342	1342	1342	1342	1240	1342	1 240
Imprimante IMC 300 CAMSP, RDC	2 100	72	0.15	86.58	01/12/2020	30/11/2025	29	346	346	346	346	244	346	244
Imprimante IMC 3000A OL CMPP, 1er étage	6 306	279	0.59	335.51	01/12/2020	30/11/2025	112	1342	1342	1342	1342	1240	1342	1 240
Imprimante IMC 3000A OL CMPP/CAMSP, Briançon	6 306	279	0.59	335.51	01/12/2020	30/11/2025	112	1342	1342	1342	1342	1240	1342	1 240
Imprimante IMC 3000A Le Cosse, AGDE	4 261	189	0.40	227.28	01/12/2020	30/11/2025	76	909	909	909	909	807	909	807
Imprimante IMC 3000A MAS, RDC	4 261	189	0.40	227.28	01/12/2020	30/11/2025	76	909	909	909	909	807	909	807
Imprimante IM 350 MAS, Sous-sol	1 163	57	0.12	68.55	01/12/2020	30/11/2025	23	274	274	274	274	172	274	172
Total nouveau parc	55 423	2 355	5,00	2 832,00			13 675	11 328	11 328	11 328	11 328	9 897	11 328	9 897

5 – RESSOURCES HUMAINES

État des emplois permanents au 31/12/2023	Tota ETP PEP ADS
Fonctionnaires EN	
Direction et admin.	2
Salariés de droit privé	
Direction et admin.	31,13
Médical	0,64
Soins et rééducation	28,49
Éducatif et socio-éducatif	56,26
Service social	
Services généraux	24,47
Total équivalent temps plein	142,99
Total équivalent temps plein 2022	138,29
Variation	4,70



Secteur médico-social (SMS)

État des emplois permanents au 31/12/2023	Siège SMS	IME	ITEP	SESSAD DIDV	CMPP	CAMSP	MAS des Écrins	Total SMS
Fonctionnaires EN								
Direction et admin.	1	0,5	0,5					2
Salariés de droit privé								
Direction et admin.	5,6	3,5	3,3	1,2	2,97	4,81	4,9	26,28
Médical					0,05	0,33	0,26	0,64
Soins et rééducation		2,3	1,9	1,55	3,4	7,73	10,81	27,69
Éducatif et socio-éducatif		19,05	12,85	5,4	4,5	6,3	7,2	55,3
Service social								
Services généraux		10,51	5,6	0,3	0,03	0,04	5,99	22,47
Total équivalent temps plein	6,60	35,86	24,15	8,45	10,95	19,21	29,16	134,38
Total ETP 31/12/2022	6,4	31,46	25,6	8,2	10,97	17,34	30,81	130,78
Variation	0,2	4,4	-1,45	0,25	-0,02	1,87	-1,65	3,60

Secteur PEVLC et la MDA (secteur non conventionné – SNC)

État des emplois permanents au 31/12/2023	Siège SNC	MDA	Centre Le Cosse	Total SNC
Fonctionnaires EN				
Direction et admin.				0
Salariés de droit privé				
Direction et admin.	1	1,85	2	4,85
Médical				
Soins et rééducation		0,8		0,8
Éducatif et socio-éducatif		0,96		0,96
Service social				
Services généraux			2	2
Total équivalent temps plein	1	3,61	4	8,61
Total ETP 31/12/2022	1	3,51	4	8,51
Variation	0	0,1	0	0,1

Au 31 décembre 2023, les **163 salariés permanents** représentent **142,99 emplois ETP** (équivalents temps plein) à rapprocher des 139,29 ETP de l'année précédente.

Nombre de salariés (*)	Salariés CDI et CDD Déclarés dans l'année	Salariés CDI au 31 déc. 2023
Siège secteur non conv. DEL-VA	3	1
MDA	6	5
Le Cosse Agde	85	4
sous total Secteur Non Conventionné	94	10
Siège secteur SMS	11	7
Centre Jean Cluzel	113	71
CMPP et CAMSP	53	43
MAS des écrins	41	32
sous total Secteur Médico-Social	218	153
(*) y compris le fonctionnaire mis à dispo.	312	163

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés (loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 – Article 20) :
258 485 €

6 – BILAN ACTIF de l'association PEP ADS

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2022 - 12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	3 827,20	1 556,37	2 270,83	2 423,92
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	159 003,56	139 879,37	19 124,19	22 391,41
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	506 452,81	140 573,51	365 879,30	378 584,55
Constructions	13 461 182,89	5 833 511,77	7 627 671,12	7 990 925,35
Installations techniques, matériels et outillage	1 745 631,53	1 498 623,47	247 008,06	243 865,25
Autres immobilisations corporelles	1 709 183,91	1 345 588,02	363 595,89	342 294,65
Immobilisations corporelles en cours	72 894,57		72 894,57	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	102 500,00		102 500,00	102 500,00
Autres titres immobilisés	564 522,91		564 522,91	563 417,91
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 630,63		10 630,63	11 225,48
ACTIF IMMOBILISE - Total I	18 335 830,01	8 959 732,51	9 376 097,50	9 657 628,52
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	43 723,40		43 723,40	6 242,94
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	726 997,28	74 634,82	652 362,46	137 001,79
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	103 462,54		103 462,54	49 886,87
Valeurs mobilières de placement	5 208 500,00		5 208 500,00	2 208 500,00
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	3 201 789,37		3 201 789,37	6 462 245,92
Charges constatées d'avance	14 292,55		14 292,55	5 103,38
ACTIF CIRCULANT - Total II	9 298 765,14	74 634,82	9 224 130,32	8 868 980,90
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	27 634 595,15	9 034 367,33	18 600 227,82	18 526 609,42

BILAN PASSIF de l'association PEP ADS

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 601 014,50	2 601 014,50
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	5 003 643,91	4 414 151,16
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 902 867,40	3 440 902,11
Autres réserves		
Report à nouveau	(65 399,02)	(49 827,85)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	599 167,58	599 167,58
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	226 707,80	160 966,20
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>		
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(229 413,33)	(229 413,33)
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	348 228,64	573 921,58
Situation nette (sous total)	7 887 488,03	7 539 259,39
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 412 794,18	1 477 795,18
Provisions réglementées	39 743,12	39 743,12
Droits des propriétaires - (Commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	9 340 025,33	9 056 797,69
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	920 691,91	984 055,21
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	920 691,91	984 055,21
PROVISIONS		
Provisions pour risques	10 636,00	52 830,31
Provisions pour charges	951 488,00	822 788,00
PROVISIONS - Total III	962 124,00	875 618,31
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	3 291 518,27	3 695 963,87
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commande	2 511 352,80	2 568 485,90

PS : en application du **modèle réglementaire (Arrêté du 15/12/2020 JO 20/12/2020)** avec au niveau des commentaires Report à Nouveau l'absence de prise en compte du RAN Débiteur hors activités médico sociale pour les montants de 661 861,07 € en 2023, 580 548,30 € en 2022.

Modèle réglementaire mis à jour avec suppression de la compensation sur les comptes individuels (solde débiteur / solde créditeur) en 2022

7 – Complément application réglementation ANC n° 2019-04

Les éditions réglementées ne permettent pas à ce jour les précisions ci-dessous.

Chapitre 5 - Présentations spécifiques dans les documents de synthèse

Section 1 - Bilan

Art. 151-1

Le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique.

Section 2 - Compte de résultat

Art. 152-1

Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

BILAN Passif

Ligne spécifique Excédent ou déficit de l'exercice 2023	348 228,64 €
<i>Dont Résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>excédent</i>
<i>333 938,48 €</i>	
<i>Dont Résultat du secteur non conventionné</i>	<i>excédent</i>
<i>14 290,16 €</i>	

Compte de Résultat

	Exercice 2023 ANC 2018-06 / 2019-04	Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	Secteur non conventionné
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations des adhérents	2 704,00	0,00	2 704,00
Ventes de biens et services			
Ventes de bien	2 745,00	0,00	2 745,00
Ventes de prestations de services	1 201 118,33	245 666,67	955 451,66
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	10 163 609,05	9 679 776,70	483 832,35
Contributions financières	29 604,00	0,00	29 604,00
EXCEDENT OU DEFICIT	348 228,64	333 938,48	14 290,16

8 – BILAN FINANCIER de l'association PEP ADS

ERRD ESMS - Complet - Bilan Financier

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADS - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

BIENS	.2022.	.2023.	FINANCEMENTS	.2022.	.2023.
Biens stables			Financements stables		
Immobilisations incorporelles brutes	162 356,00	162 830,76	Dotations, apports ou fonds associatifs	2 601 014,50	2 601 014,50
Immobilisations corporelles brutes			Excédents affectés à l'investissement	2 470 154,92	3 038 831,35
- Terrains	245 642,52	245 642,52	Subventions d'investissements	1 477 795,18	1 412 794,18
- Agencements de terrain	260 810,29	260 810,29	Réserve de compensation des charges d'amortissement	397 628,71	397 628,71
- Constructions	13 338 885,88	13 461 182,89	Provisions pour renouvellement des immobilisations		
			Fonds dédiés à l'investissement	735 196,18	687 711,84
- Installations techniques, matériels et outillages	1 676 099,38	1 745 631,53	Provisions réglementées des plus-values nettes d'actif	39 743,12	39 743,12
- Autres immobilisations corporelles	1 609 731,37	1 709 183,91	Emprunts et dettes financières	3 685 954,50	3 283 681,45
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours		72 894,57	Dépôts et cautionnements reçus		
Immobilisations en cours - Part investissement PPP			Amortissements des immobilisations		
			- Agencements de terrain	127 868,26	140 573,51
			- Constructions	5 347 960,53	5 833 511,77
			- Installations, matériels et outillages techniques	1 432 234,13	1 498 623,47
			- Autres immobilisations corporelles	1 267 436,72	1 345 588,02
Immobilisations financières	677 143,39	677 653,54	Amortissements des immobilisations incorporelles	137 540,67	141 435,74
Amortissements comptables excédentaires différés			Dépenses refusées par l'autorité de tarification		
Charges à répartir	0,00	0,00	Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00
Autres			Autres	196 782,83	196 782,83
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
TOTAL II	17 970 668,83	18 335 830,01	TOTAL I	19 917 310,25	20 617 920,49
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)			FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	1 946 641,42	2 282 090,48
Actifs stables d'exploitation			Financements stables d'exploitation		
Report à nouveau déficitaire	604 023,22	690 265,47	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	742 413,04	754 992,10
Résultat déficitaire			Réserves de compensation des déficits	803 954,49	812 191,75
Créances glissantes			Résultat excédentaire	573 921,58	348 228,64
Droits acquis par les salariés non provisionnés			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation	586 825,87	657 496,95
			Provisions pour risques et charges	875 618,31	962 124,00
			Fonds dédiés à l'exploitation	248 859,03	232 980,07
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers	30 476,51	74 634,82
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
TOTAL IV	604 023,22	690 265,47	TOTAL III	3 862 068,83	3 842 648,33
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)			FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	3 258 045,61	3 152 382,86
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF			FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	5 204 687,03	5 434 473,34
Valeurs d'exploitation			Dettes d'exploitation		
Stocks et en-cours			Avances reçues	2 568 485,90	2 511 352,80
Avances et acomptes versés	6 242,94	43 723,40	Fournisseurs	253 052,49	333 701,53
Créances sur organismes payeurs, usagers	167 478,30	726 997,28	Dettes sociales et fiscales	975 709,59	1 061 616,45
Créances diverses d'exploitation	49 886,87	103 462,54	Dettes diverses d'exploitation	72 339,91	47 864,47
Créances irrécouvrables en non-valeur (5)			Produits constatés d'avance	8 356,00	96 934,98
Charges constatées d'avance	5 103,38	14 292,55	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	189 284,32	189 284,32	Fonds déposés par les résidents	11 417,25	9 776,00
Autres	40 129,01	40 129,01	Autres		
Comptes de liaison exploitation			Comptes de liaison exploitation		
TOTAL VI	458 124,82	1 117 889,10	TOTAL V	3 889 361,14	4 061 246,23
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)			EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	3 431 236,32	2 943 357,13
Liquidités			Financements à court terme		
Valeurs mobilières de placement	2 208 500,00	5 208 500,00	Fournisseurs d'immobilisations	24 813,20	24 622,08
Disponibilités	6 458 284,06	3 101 745,17	Fonds des majeurs protégés		
Autres	3 961,86	100 044,20	Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
Comptes de liaison trésorerie			Intérêts courus non échus	10 009,37	7 836,82
			Autres		
			Comptes de liaison trésorerie		
TOTAL VIII	8 670 745,92	8 410 289,37	TOTAL VII	34 822,57	32 458,90
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	8 635 923,35	8 377 830,47	TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	27 703 562,79	28 554 273,95	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	27 703 562,79	28 554 273,95